

Résolution de la journée syndicale du syndicat Services publics du 1er octobre 2011

Les services publics de haute qualité garant d'une société équitable et démocratique!

La politique néolibérale prédominante a plongé l'Europe dans une crise des budgets et des dettes publics. Elle risque de dégénérer en crise politique. La recherche dans ce contexte incertain d'une l'Europe social et démocratique reste cependant vaine.

Au contraire! La politique d'austérité injuste et la logique de marché et de concurrence propagée par Bruxelles mettent à mal l'évolution vers une Europe sociale plus démocratique et plus équitable. Le dit « pacte pour l'euro plus » consiste purement et simplement dans une ingérence politique dans les politiques salariales nationales. Ce pacte pour l'euro plus a comme objectif d'attaquer les systèmes d'indexation, les négociations salariales au niveau nationale, de mettre la pression sur l'évolution des salaires dans les services publics et de freiner toute progression salariale et même d'abaisser les salaires. Le pacte prescrit en plus une politique qui vise une diminution des droits de pension et une augmentation de l'âge de la retraite.

Les conséquences de cette politique pour les citoyens sont notamment :

- la détérioration des conditions de vie à cause d'une diminution de la qualité des services
- l'augmentation des prix et tarifs
- l'accès réduit à des certains services publics de qualité
- la suppression de postes et le licenciement, les réductions de salaire et la détérioration des conditions de travail
- une précarité sociale croissante

La crise financière nous prouve amplement que l'Etat est indispensable lorsqu'il s'agit de sécuriser les intérêts des citoyens, des salariés et de la société en général. Les recettes des néolibéraux consistant à placer tous les domaines de services sous le diktat du marché et des règles de la concurrence ont échoué.

LE SSP/OGBL revendique :

- une meilleure redistribution des richesses par le biais d'une politique salariale offensive dans tous les domaines du service public
- l'égalité des salaires et des conditions de travail pour tous les salariés du service public par une convergence vers le haut.
- le strict respect des dispositions des contrats collectifs
- l'amélioration des conditions de travail et le combat efficace contre le stress et le harcèlement

- la lutte contre le chômage par le biais d'une politique d'embauche offensive dans le service public
- plus d'efficacité et de démocratie par une amélioration du droit de cogestion
- la considération de la représentation globale de l'OGBL dans tous les secteurs des services publics et par ce fait la participation de l'OGBL à toutes les négociations dans la fonction publique